

Ces départements tentés par le revenu de base

Treize élus vont soumettre à l'exécutif une proposition de loi les autorisant à expérimenter ce dispositif

[Les Chiffres](#)

1,5 million

C'est le nombre de personnes bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), un dispositif dont le coût annuel avoisine 11 milliards d'euros

35 %

C'est la part estimée des personnes qui peuvent bénéficier du RSA, mais qui n'en font pas la demande

16,1 %

C'est la part des jeunes âgés de 18 à 24 ans vivant sous le seuil de pauvreté (qui correspond à 50 % du revenu médian, soit 846 euros). Pour les 25-64 ans, ce taux atteint 7,2 %

[\[-\] fermer](#)

On le croyait moribond, presque enterré, victime collatérale de la campagne présidentielle. Mais le revenu de base, promu par Benoît Hamon, qui en avait fait sa proposition phare, bouge encore. Il pourrait bientôt, si le gouvernement le permet, se déployer à l'échelle locale dans certains territoires français. C'est, en tout cas, ce qu'espèrent les treize présidents de conseils départementaux (Ardèche, Ariège, Aude, Dordogne, Gers, Gironde, Haute-Garonne, Ille-et-Vilaine, Landes, Lot-et-Garonne, Meurthe-et-Moselle, Nièvre et Seine-Saint-Denis) qui devaient présenter, mercredi 6 juin à Bordeaux, une étude de faisabilité à laquelle *Le Monde* a eu accès. L'objectif : aboutir à un texte de loi d'expérimentation, permettant de le -tester sur un échantillon de 20 000 personnes à l'automne.

Ses promoteurs savent qu'ils avancent en terrain miné. Le revenu de base est une vieille idée aux contours élastiques. Dans sa version libérale, popularisée par l'économiste américain Milton

Friedman, il est pensé comme un impôt négatif se substituant aux prestations sociales. Les sociaux-démocrates, à l'inverse, l'envisagent comme un complément d'aides. D'autres, enfin, militent pour en faire un socle qui libérerait les travailleurs du salariat.

Le point mérite d'être souligné : quand ils parlent de revenu de base, les départements prêchent, eux, pour une allocation qui, dans sa version minimale, remplacerait le RSA et la prime d'activité. Un versement mensuel automatique sans contrepartie, mais sous -condition de ressources et qui ne bénéficierait donc pas à tous.

" Inconditionnel ne veut pas dire universel, insiste Jean-Luc Gleyze, président socialiste de la Gironde. On n'imagine pas une seconde que les Rothschild touchent le revenu de base. L'idée, c'est de viser ceux qui ont peu et ceux qui n'ont rien. " En d'autres termes, les plus précaires et notamment les travailleurs pauvres, qui enchaînent les contrats courts, comme les aides à domicile, les saisonniers, les jeunes agriculteurs...

Comment mieux les aider ? *" Je n'ai aucun dogme, assure l'élu aquitain. Bien sûr, on va nous accuser de vouloir payer des allocations à tous les cas sociaux. Le but n'est pas de mettre en application le -programme de Benoît Hamon, mais de revoir les dispositifs de lutte contre la pauvreté. Pour évaluer correctement une politique, il faut la tester. "* Les départements, chargés aujourd'hui de la distribution du revenu de solidarité active (RSA), semblent le niveau idéal. Reste à savoir sur quelles bases.

C'est justement ce que l'Institut des politiques publiques (IPP) s'est efforcé de modéliser en s'appuyant, pour la première fois en France, sur les données de l'administration fiscale et les enquêtes de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Trois variables ont été retenues pour ce revenu de base : l'élargissement du dispositif aux jeunes dès 18 ou 21 ans, la prise en compte ou non des aides au logement et, enfin, le niveau de dégressivité en fonction des revenus additionnels. Pour le directeur de l'IPP, l'économiste Antoine Bozio, qui a chapeauté l'étude, le but, quel que soit le scénario retenu, est de pallier les failles les plus béantes du système.

L'automaticité des versements mensuels aurait l'avantage de réduire considérablement les non-recours. Pour mémoire, entre 30 et 40 % des personnes éligibles au RSA " socle " n'en bénéficient pas aujourd'hui car ils n'en font pas la demande. En outre, les jeunes en sont pour l'essentiel exclus alors que la part des 18-24 ans vivant sous le seuil de pauvreté avoisine 16 %. Un taux deux fois plus élevé que celui des 25-64 ans.

Autre écueil : les aides comme le RSA et l'APL (aide personnalisée au logement) n'étant pas synchronisées dans le temps, elles ne sont pas toujours adaptées aux changements de vie des bénéficiaires. Une complexité qui plombe la -lisibilité de l'ensemble et pèserait aujourd'hui sur le retour à l'emploi. *" Pour une personne seule -touchant le RSA et l'APL, chaque euro gagné en plus représente en moyenne 65 centimes d'allocations en moins, estime Antoine Bozio. Ça n'incite pas certains bénéficiaires à travailler, alors même que c'est le but des autorités. "*

" Le système fonctionne d'autant moins bien, ajoute Jean-Luc Gleyze, que les travailleurs sociaux passent un temps fou à contrôler les uns et les autres. Moins de -répression et plus d'accompagnement, voilà ce qu'ils attendent. "

Au bout du compte, sur les dix-huit scénarios développés par l'IPP, deux tiennent la corde. Le premier, minimaliste, est conçu pour remplacer uniquement le RSA et la prime d'activité. Sur cette base, il garantirait 461 euros par mois à une personne seule et décroîtrait à un rythme de 30 % en fonction des revenus d'activité, pour s'annuler à 1 536 euros net. Automatisé et élargi

aux jeunes dès 21 ans, son déploiement coûterait 9,6 milliards d'euros à l'échelle nationale (2,8 millions d'euros dans le cadre de l'expérimentation). Le chiffre grimpe à 16,2 milliards avec une éligibilité à partir de 18 ans (4,7 millions pour l'expérimentation). Des montants qui s'ajouteraient aux 16 milliards d'euros du coût actuel du RSA et de la prime d'activité.

" Dans le sens de l'histoire "

Plus ambitieux, le deuxième scénario englobe les aides au logement. Pour les locataires, le revenu de base monte alors à 725 euros, et à 530 euros pour les propriétaires, avec une dégressivité de 38 %. Logiquement, les coûts finaux seraient plus élevés : 17,6 milliards en plus pour les plus de 21 ans (5,2 millions dans le cadre de l'expérimentation), et 25,7 milliards pour les jeunes dès 18 ans (7,5 millions pour l'expérimentation).

Comment financer tout cela ? Les présidents de département n'en ont pas les moyens. " *Mais, normalement, quand le gouvernement passe par une loi d'expérimentation, comme c'est le cas pour le programme "territoires zéro chômeur de longue durée", il y a un fonds de dotation abondé par l'Etat* ", explique André Viola, président socialiste du conseil de l'Aude. " *Emmanuel Macron s'est dit à plusieurs reprises favorable à ce genre de tests à l'échelle locale. Le revenu de base pourrait être la mesure de gauche de la deuxième partie de son mandat* ", estime l'élu.

" *Aux Etats-Unis, les rivalités entre secteurs public et privé stimulent l'innovation. En France, les collectivités locales peuvent favoriser une émulation similaire* ", insiste l'économiste Daniel Cohen (membre du conseil de surveillance du *Monde*). Pour l'enseignant, pas de doute : " *Le revenu de base va dans le sens de l'histoire.* "

Les départements se donnent quelques mois pour soumettre à l'exécutif un texte de loi. Selon Gilles Finchelstein, de la Fondation Jean-Jaurès, il faudra aussi d'ici là trouver un nom au dispositif. " Revenu de base " sonnerait encore trop " ancien monde ".

Élise Barthet

[article suivant](#)

[" C'est comme si une porte s'était..."](#)

7 juin 2018

En Finlande, une expérience grandeur nature au bilan contrasté

Une couverture médiatique sans précédent. Lorsque, le 1er janvier 2017, Juha Sipilä, le premier ministre centriste finlandais, arrivé à la tête d'un gouvernement de coalition en mai 2015, lance l'expérimentation du revenu de base, les médias étrangers affluent. La Finlande devient alors le premier Etat européen à expérimenter – pour une période de deux ans – ce dispositif à l'échelle nationale. Dix-huit mois plus tard, le bilan est contrasté. A tel point que son éventuelle prolongation n'a pas encore été décidée.

Ce test grandeur nature concerne 2 000 citoyens, âgés de 25 à 58 ans. Quand ils ont été tirés au sort, tous étaient à la recherche d'un travail. Depuis le 1er janvier 2017, ils perçoivent 560 euros par mois, indépendamment de leurs autres ressources. Ce revenu a remplacé leurs

allocations chômage. Le but du gouvernement était de " *promouvoir l'emploi* ", en " *réduisant la bureaucratie et simplifiant le système complexe des aides sociales* ".

Non seulement les bénéficiaires n'ont plus de comptes à rendre à Kela, l'organisme de sécurité sociale, mais ils continuent de toucher les 560 euros, même s'ils retrouvent un travail. En Finlande, qui affiche le taux d'emploi le plus faible des pays nordiques – 70 %, contre près de 80 % en Suède –, le revenu de base est censé encourager ceux qui l'empochent à faire preuve d'initiative : créer leur entreprise, accepter un contrat court ou un emploi à temps partiel...

Depuis sa mise en place, pourtant, le dispositif est critiqué, jugé trop peu ambitieux pour permettre d'en évaluer vraiment les effets. " *Nous n'avons pas assez d'individus pour pouvoir analyser l'impact sur des sous-groupes, comme les jeunes ou les mères célibataires. Et, comme tous les participants étaient au chômage, nous ne pourrions pas voir s'il y a un effet de substitution chez les salariés qui décideraient de réduire leur temps de travail quand ils percevront les 560 euros* ", explique Olli Kangas, chef du projet chez Kela. Selon lui, il aurait fallu pouvoir cibler cinq fois plus de personnes représentant toute la population – chômeurs et non-chômeurs – pendant au moins cinq ans.

" Manque de volonté politique "

La Confédération des industries finlandaises, convaincue dès le départ que le revenu de base se solderait par une impasse, ne cache pas sa déception. " *Nous n'avons pas testé le revenu universel, mais une nouvelle allocation-chômage se substituant à celle qui existait déjà* ", commente l'expert Vesa Rantahalvari. L'absence d'imposition sur les 560 euros représente, d'après lui, l'une des principales failles de l'expérimentation puisque, dans la réalité, la fiscalité serait appelée à financer le revenu de base, en prélevant l'équivalent du montant versé, une fois un certain niveau de revenu atteint.

Pourquoi alors ne pas être allé jusqu'au bout ? Olli Kangas évoque " *un manque de volonté politique* ". Le projet n'a obtenu que 20 millions d'euros de financement, alors que Kela réclamait le double. Touko Aalto, patron des Verts, qui fait campagne pour l'extension du projet après le scrutin législatif d'avril 2019, mentionne " *un différend philosophique* ". Si son parti " *croit que les gens font des choix raisonnables quand on leur en donne la liberté* ", d'autres, comme les sociaux-démocrates et le parti de la coalition nationale (centre droit), pensent qu'" *il faut les forcer à faire ces choix* ".

Début janvier, le gouvernement a d'ailleurs annoncé une série de réformes dites " d'activation ", visant à renforcer les contraintes pesant sur les demandeurs d'emploi. Des mesures " *en contradiction avec l'idée même du revenu universel* ", estime Olli Kangas, qui espère encore que l'expérimentation sera relancée après les élections de 2019.

Anne-Françoise Hivert (Malmö, SUède, correspondante régionale)